

## LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE REVOIT LES COPIES DU PARSET POUR SON PASSAGE A LA PHASE II

Le Programme d'Appui à la Réforme du Secteur de l'Éducation au Tchad (PARSET) prend sa source dans la stratégie Education Formation en liaison avec l'Emploi (EFE) adoptée par le Gouvernement depuis 1990. Mise en œuvre en 1993, cette stratégie était axée sur deux orientations fondamentales dont l'une à but qualitatif visant l'amélioration du rendement du système par la revitalisation des structures d'éducation et de formation, et l'autre à but quantitatif visant une expansion modérée des effectifs scolaires et universitaires, et qui assure en permanence l'ajustement de la croissance des effectifs aux réalités socioculturelles, économiques et démographiques du pays.

La réunion sectorielle sur l'EFE de janvier 2000 mise en place pour la période 2000-2004 fixe en fait trois axes stratégiques notamment : l'accroissement de l'accès et l'équité, l'amélioration de la qualité de l'enseignement et les conditions d'apprentissages et le renforcement des capacités de planification, de gestion et de pilotage du système. Le but visé est donc de promouvoir les ressources humaines aux populations à même de jouer leur rôle moteur dans le développement socioéconomique du pays à la faveur de l'ère pétrolière. La mise en place de ce programme vise à mettre en place le cadre, les stratégies et les modalités pour une scolarisation primaire universelle de qualité, équitablement dispensée à tous les enfants tchadiens, en français et arabe, à l'horizon 2015.



Abderamane KOKO,  
Ministre de l'Éducation Nationale

L'objectif du programme est aussi de porter le taux brut de scolarisation de 72% en 1999-2000 à 87% en 2005-2006 à la fin de la 1<sup>ère</sup> phase et d'augmenter le taux brut de scolarisation des filles à 3% par an dans les régions où les conditions d'accès de ces filles sont difficiles. Mise en œuvre en 2004 du fait des difficultés liées à la mobilisation des ressources d'une part, et aux arrangements institutionnels d'autre part, malgré des résultats probants, des écueils importants demeurent dans le processus de transformation de ressources éducatives pour assurer la qualité voire muter l'excellence. On constate encore entre autres des disparités entre garçons et filles et entre régions, la baisse de niveau et les déperditions des enfants au sortir du fondamental. Autant des défis qui jalonnent le chemin de l'EPT et de l'achèvement primaire universel. Selon le Ministre de l'Éducation Nationale Abderamane KOKO, il est donc tant de s'asseoir pour mesurer l'impact de ce programme au profit de sa cible et apporter des correctifs pour la phase II. Notons que la 1<sup>ère</sup> est prorogée jusqu'en décembre 2010 est d'un montant de plus de treize (13) milliards de franc CFA.

Selon le Coordonnateur de ce programme, monsieur Alboukary Adam Barka, les activités programmées sont réalisées à hauteur de 75% et qui concernent la construction des salles de classe dont 316 salles et 316 latrines sur 1000 construites, la formation de 11 700 maîtres communautaires dont



Alboukary Adam BARKA,  
Coordonnateur du PARSET

1 700 sont certifiés, la formation de 550 formateurs dont 150 en appui suivi de ces derniers, l'achat de 3 077 000 livres dont 2 606 331 livres disponibles et distribués dans les établissements primaires, de même que les livres des classes CP sont conçus et réalisés et attendent leur expérimentation et validation. 150 000 élèves sont servis en médicaments et nutriments, 13 000 communautés sont sensibilisées sur les enjeux de la scolarisation des filles, 41 véhicules 4x4 distribués aux cadres du ministère dont 5 sont volés, des motos pour les planificateurs d'alphabétisation qui sont en contact avec 20 000 adultes dont 60% des femmes, la restructuration de le FENAPET, la sensibilisation et formation de ses structures déconcentrées, 3000 membres des APE formés en gestion et en réseaux par la GTZ, l'introduction de 5 langues nationale au primaire avec 56 340 manuels distribués aux élèves.

De toutes évidences, il reste encore à faire, notamment la construction du CNC, la création des forages, l'achèvement de construction des salles de classe, le renforcement des capacités institutionnelle par la formation des cadres du ministère. Ce qui reste aussi, c'est la formation des maîtres communautaires et leur intégration quand on sait qu'ils totalisent à hauteur de 72% de l'effectif du personnel enseignant. Leur intégration ou contractualisation est un gage de sécurité pour la suite de leur carrière car sur 1 700 certifiés depuis 2004, aucun n'a été intégré pourtant promesse leur a été faite durant la formation. Le blocage du côté de la Fonction Publique étant levé, gageons qu'une première vague pourra être prise en compte à la rentrée prochaine afin de combler le déficit qui se fait sentir.



Patrick P. RAMANANTOANINA,  
Chargé de Programme Education  
à la Banque Mondiale

Quant au chargé de programme éducation à la Banque Mondiale M. Patrick, cette réunion de supervision entre en droite ligne du renforcement des relations entre l'institution et le Gouvernement de la république du Tchad. Selon lui, il y a eu certes des avancées mais il reste des améliorations quand on sait que certaines activités non réalisées sont dues au fait des perturbations que le pays a connues. Toutes, un réaménagement du calendrier sera trouvé afin que celles-ci puissent être exécutées. C'est dans ce sens que se situe la revue dont la prorogation coulera jusqu'en décembre 2010, et qu'entre temps la préparation de la 2eme phase pourra être décidée. La feuille de route y relative sera étudiée

par les responsables de l'éducation nationale dans un délai relativement court estime t-il.

En effet, la PDDEA (Plan Décennal de Développement de l'Education et de l'Alphabétisation) qui consacrera l'entrée à la 2<sup>ème</sup> phase qui, elle prend en compte le secondaire et le supérieur devrait avoir un regard sur ces sous composantes en vue de consolider ces acquis, gage d'une parfaite harmonisation pour l'atteinte des objectifs de l'EPT. Ce qui a fait dire une source proche du ministère de l'éducation nationale qu'outre les œuvres de la Coopération Suisse, le Projet Présidentiel, la BID, la BAD, les impacts du PARSET ne sont pas visibles sur le terrain et que le chef de l'Etat l'a constaté lors de sa dernière mission à l'intérieur du pays. Raison pour laquelle, il entend personnellement veiller à arrondir les angles en y ajoutant les ressources pétrolières.

S'agissant de la formation des cadres du ministère, il est aussi impérieux de cibler celles qui sont d'autant bénéfiques au système et une sélection s'impose car les critères des précédentes n'ont pas respecté la logique. A l'occasion du PDDEA qui sera mise en place, que le ministre fasse ait un regard minutieux de manière à ce que agents, bénéficiaires et communautés soient sur les mêmes longueurs d'ondes car le développement de notre système en dépend et c'est aussi la réforme.



Démangassou Kadir II,  
Charaé de la communication de la FENAPET